

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uruguay-Cela-fait-trente-ans-qu-ils-ont-disparu>

Uruguay : « Cela fait trente ans qu'ils ont disparu »

- Les Cousins - Uruguay -

Date de mise en ligne : jeudi 22 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Virginie Poyetton

[Le Courrier](#). Uruguay, le jeudi 22 Décembre 2005

Dix-neuf ans jour pour jour après le vote d'une loi garantissant l'impunité pour les crimes de la dictature, le mouvement social uruguayen lance aujourd'hui une vaste campagne pour « la justice et la vérité ». La victoire de la gauche il y a un an et les récentes révélations sur des disparus alimentent l'espoir. Rencontre avec des proches de victimes.

Le 29 novembre dernier, près de Montevideo, une équipe d'anthropologues découvre les ossements présumés du militant communiste José Arpino Vega, disparu le 28 avril 1974, dans le champs d'une ferme, propriété de l'Armée de l'air durant la dictature. Quelques jours plus tard, le 3 décembre, d'autres restes sont mis à jour dans un terrain d'entraînement de l'Armée de terre grâce aux indications figurant dans une lettre anonyme. Ces découvertes marquent une étape importante dans la recherche de la vérité promise par le nouveau président uruguayen, Tabaré Vasquez. Peu après son investiture, ce dernier exigeait que lui soient remis trois rapports sur la dictature par l'Armée de terre, la Marine et les Forces aériennes. C'est dans ce dernier que figure le lieu où le corps de M.Vega aurait été enterré. Pour les mères et les familles de disparus le chemin vers la vérité s'éclaircit un peu, mais est encore long. En effet, les rapports militaires incomplets voire faux sont loin d'être satisfaisants à leur yeux. Rencontre avec cinq mères et soeurs de l'Association des mères et familles de détenus uruguayens disparus [1] (MFUDD).

Entre le « Il n'y a pas de disparus » du président Julio Maria Sanguinetti après la dictature et les récentes découvertes d'ossements, il y a un énorme pas en avant...

Nous avons toujours soutenu que ce qui a suivi la dictature n'était pas une démocratie, mais des gouvernements constitutionnels. Sanguinetti a rejeté toutes les demandes que nous lui avons faites. Il utilisait systématiquement la Loi de caducité (lire ci-dessous) pour classer les dénonciations que nous lui présentions. Il a toujours défendu les militaires au détriment de la vérité. Le gouvernement de Battle (2000-2004, ndlr) fut le premier à reconnaître publiquement le terrorisme d'Etat ainsi que les tortures, assassinats et disparitions. Pour nous, ce fut un pas de géant car jusque-là les gens continuaient à douter. C'est tout ce qu'il a fait, mais c'était important. En 2005, Tabaré Vasquez a promis de faire avancer la vérité. Jusqu'à maintenant, il a tenu parole. C'est difficile. Tous ceux qui étaient impliqués dans les disparitions continuent à exercer des fonctions importantes.

A combien estimez-vous le nombre de disparus uruguayens ?

Nous pensons qu'ils sont plus de 200, dont 44 disparus en Uruguay. Dix-huit de plus que le chiffre officiel. Mais c'est provisoire. Hier encore, une femme a appelé afin de porter plainte pour la disparition de son frère pendant la dictature. Trente ans après, les gens ont encore peur. Ils ne veulent pas s'impliquer.

Quel type de réparation ont obtenu les familles de disparus ?

Les descendants des Uruguayens disparus en Argentine ont reçu une indemnisation. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé que la même aide soit versée pour les disparus en Uruguay. Mais rien n'a été fait. La réparation est liée à la reconnaissance de la disparition, or celle-ci est récente comme nous l'avons vu. De plus, il n'y a toujours pas de droit de succession pour les enfants de disparus. C'est un des projets du nouveau gouvernement.

Quand le commandant en chef de l'Armée de l'air, Enrique Bonelli, dit « Plus jamais », peut-on le croire ?

Non. Les militaires n'ont jamais dit la vérité. Quand sont apparus les premiers restes, ce même commandant a déclaré qu'on ne pouvait pas parler de torture, qu'il s'agissait de mauvais traitements. Or nous avons la preuve qu'un des détenus a été tué à coup de massue (lire ci-dessous). Les militaires divulguent des informations partielles. Ils ont par exemple avoué qu'un second vol de détenus avait été organisé depuis Buenos Aires, mais il n'ont pas donné les noms des passagers, ni l'emplacement de leur corps. Ils disent qu'ils ne savent pas...

Qu'attendez-vous du nouveau gouvernement ?

Qu'il continue à enquêter, parce qu'on ne va pas se contenter de quelques restes retrouvés. Nous voulons la vérité, pas seulement les corps. Nous voulons avoir accès aux archives de la police. Que la condamnation ne dépende plus du pouvoir exécutif, mais du pouvoir judiciaire. Quant à la Loi de caducité, nous demandons son annulation. Mais ce n'est pas la voie choisie par Tabaré Vasquez.

Comment vit-on trente ans sans savoir ?

Les premières années avec l'espoir. Pendant longtemps, on pensait qu'ils étaient partis en voyage, en Patagonie, au Chili... puis est venue la démocratie et on s'est rendu compte que non, qu'ils ne reviendraient plus. Ensuite ont commencé les années de militance. Retrouver les corps est un premier pas. La vérité est plus complexe. Ce sont les militaires qui la détiennent. Nos enfants sont enterrés quelque part. Cela permet d'imaginer qu'ils sont partout, de marcher en campagne et de se dire que, peut-être, ils sont sous nos pieds. Aujourd'hui, cela fait trente ans qu'ils ont disparu.

Frappé à mort avec des massues

VPN

José Arpino Vega naît le 7 janvier 1927 en Uruguay. Membre du Parti communiste, il est arrêté chez lui le 18 avril 1974. Le même jour, il sera transféré à une base aérienne de Montevideo et enfermé dans le chenil militaire où il sera torturé. Dix jours après son arrestation, José Arpino Vega, cherchant à résister à une nouvelle session de torture, rompt ses menottes à la seule force de ses poignets. « Les militaires ont alors eu peur, témoigne l'un de ses codétenus. Ils n'avaient jamais vu un homme capable de faire ça. Ils ont réagi en le frappant avec des massues. Ils étaient très nerveux, ils le frappaient chaque fois plus fort, jusqu'à le tuer. » [2] Jusqu'à aujourd'hui, les militaires affirmaient que les restes du militant avaient été déterrés en 1984 et incinérés. Les récentes découvertes d'ossements prouvent le contraire. VPn

Post-scriptum :

Notas :

[1] Silvia Bellizzi, Luisa Cuesta, Amalia Gonzalez, Alba Gonzalez, Magdalena Salvia.

[2] Témoignage tiré du livre A todos ellos, rapport de 2004 de la MFUDD répertorient les histoires des disparus.